

DOSSIER DE PRESSE

EXAMEN DES MISSIONS DU PLF 2017



La politique budgétaire en 2017

Comme annoncé lors du débat d'orientation des finances publiques, **le gouvernement a décidé de rehausser l'objectif de dépenses de l'État pour 2017 de 5,7 Md€ par rapport au niveau prévu dans le programme de stabilité.** Les dépenses de l'État hors dette et pensions progressent donc de 3,4 Md€ par rapport à la loi de finances initiale pour 2016.

Cette progression des dépenses marque le choix du gouvernement de préparer l'avenir en apportant une réponse adaptée aux enjeux prioritaires en termes d'éducation, de sécurité et d'emploi. Au total, ce sont près de 7 Md€ de moyens supplémentaires qui sont alloués à ces secteurs en 2017 :

- **L'école et l'enseignement supérieur bénéficient de 3 Md€ de moyens nouveaux. 11 712 postes sont créés au ministère de l'éducation nationale et l'enseignement supérieur et 950 dans les universités,** permettant ainsi de compléter les engagements pris par le Président de la République en 2012 de créer 60 000 postes dans l'enseignement sur le quinquennat.
- **Les crédits supplémentaires en faveur de la sécurité s'élèvent à près de 2 Md€.** Ces moyens ont pour vocation de garantir la capacité des forces de sécurité et de la justice à assurer la protection des Français. Pour la première fois depuis 2009, une loi de programmation militaire est non seulement tenue, mais également dotée de moyens nouveaux.
- **La mobilisation en faveur de l'emploi,** affirmée par le Président à l'occasion de l'annonce du plan d'urgence de janvier 2016, et confirmé à l'été, par la prolongation jusqu'au 31 décembre 2017 de la prime à l'embauche dans les petites et moyennes entreprises, se traduit par des moyens nouveaux très importants, de près de 2 Md€.

Cette progression de la dépense n'implique néanmoins aucun renoncement à la stratégie du gouvernement de rechercher prioritairement par des économies en dépenses les moyens de financer ses priorités. Ainsi, le budget 2017 prévoit la poursuite des réformes, permettant d'assurer le financement partiel de ces priorités par des redéploiements au sein de la dépense de l'État.

Les économies du PLF 2017 reposent à la fois sur des mesures sectorielles, sur la poursuite des efforts transversaux menés depuis le début du quinquennat, et sur l'aboutissement de chantiers ambitieux de modernisation de la gestion publique :

- **Le PLF 2017 prévoit la dématérialisation de la propagande électorale** pour les élections prévues en 2017. En outre, les réformes sectorielles votées au cours des dernières années continuent de monter en charge (à titre d'exemple : la réforme des exonérations de charge sociale en outre-mer, la réforme de la tarification des soins urgents, le raccourcissement des délais de traitement de la demande d'asile, l'uniformisation des règles d'indexation des prestations sociales).
- **La poursuite de la stratégie antérieure de maîtrise des effectifs et de rationalisation des dépenses de fonctionnement et d'investissement de l'État et de ses agences** permet de générer des économies importantes. S'agissant des effectifs, ce sont 2 715 emplois qui sont supprimés dans les secteurs non prioritaires en 2017 sur l'État, et 476 dans les opérateurs. Sept taxes affectées à des opérateurs sont nouvellement incluses dans le champ du plafonnement à compter de 2017, et les prélèvements sur les trésoreries excédentaires sont poursuivis.
- **La réforme de la politique immobilière de l'État, la dématérialisation des échanges entre administrations et avec les usagers, et le renforcement de la fonction achats**, chantiers ambitieux de modernisation de la gestion publique, contribuent pleinement aux efforts d'économies des ministères en 2017. Ainsi, les économies réalisées sur les achats atteindront 650 M€ en 2017.
- **Les concours de l'État aux collectivités territoriales continuent de diminuer** à hauteur de 2,8 Md€ en 2017.

Évolution des effectifs depuis 2012

Le nouveau contexte sécuritaire a conduit le Gouvernement à dégager, à partir de 2015, des moyens substantiels pour renforcer les effectifs du ministère de la Défense, de l'Intérieur et de la Justice. Ces hausses d'effectifs ont été prévues par l'actualisation de la loi de programmation militaire (LPM) et par les plans de lutte anti-terroriste (PLAT).

En parallèle, les réductions d'effectifs se sont poursuivies et conduisent à une baisse nette des emplois sur le quinquennat, hors LPM et PLAT.

	<i>Exécution LFR 2012</i>	<i>Exécution 2013</i>	<i>Exécution 2014</i>	<i>Exécution 2015</i>	<i>LFI 2016</i>	<i>PLF 2017</i>	<i>TOTAL</i>
Évolution des effectifs	4 118	-7 172	-2 584	6 934	14 331	13 847	29 474
Évolution des effectifs hors PLAT et actualisation de la LPM	4 118	-7 172	-2584	-1 074	-1 202	2 684	-5 230

Le PLF pour 2017 complète le programme de création de postes dans les secteurs prioritaires de l'État

Les créations de postes dans les secteurs prioritaires de l'État se poursuivent en 2017.

Afin d'assurer la sécurité des Français, le Gouvernement a décidé d'arrêter les réductions d'effectifs de la Défense, ce qui conduit à une augmentation de 7 861 postes par rapport à l'annuité 2017 de la LPM. Par ailleurs, **2 286 postes seront créés à l'Intérieur** (police et gendarmerie nationales) et **2 100 à la Justice**. Ces créations permettent d'achever les recrutements au titre des deux plans de lutte contre le terrorisme (PLAT) annoncés en 2015.

Le Président de la République s'était engagé au début du quinquennat à créer 60 000 postes dans l'éducation. Afin de tenir cet engagement, 11 662 postes seront créés en 2017 au sein de l'éducation nationale et 1 000 postes dans l'enseignement supérieur. Ces créations de postes traduisent la mise en œuvre de la loi du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République, et permettent de couvrir les besoins liés à l'augmentation des effectifs d'élèves, de poursuivre l'amélioration de la formation initiale et continue des enseignants et de mettre en œuvre la réforme de l'éducation prioritaire.

Hors ministères prioritaires, les réductions d'effectifs se poursuivent

Dans les autres ministères, 2 715 suppressions de postes (ETP) sont prévues en 2017, soit un taux d'effort moyen de 1,1 %.

Le ministère de l'Économie et des Finances est particulièrement concerné par les gains de productivité et les efforts de réorganisation interne, avec 1 540 suppressions d'emplois au total. Les ministères de l'Écologie et du Logement, qui partagent le même réseau de services déconcentrés, contribueront à hauteur de 660 ETP, et les ministères sociaux à hauteur de 230 ETP. De même, le ministère de l'Intérieur (hors police et gendarmerie nationales) s'attachera à effectuer des gains de productivité au sein de ses services déconcentrés, et son effort de réduction d'effectifs en 2017 s'élèvera à 540 ETP.

Calendrier de l'examen des missions

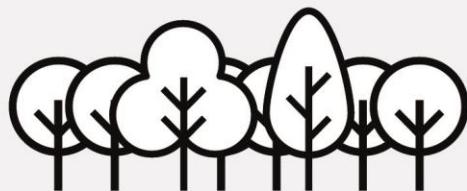
Mercredi 2 novembre	Jeudi 3 novembre	Vendredi 4 novembre	Lundi 7 novembre	Mardi 8 novembre
Ecologie, développement et mobilité durables	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	Sécurités Immigration, asile et intégration Sport, jeunesse et vie associative Justice	Recherche et enseignement supérieur	Administration générale et territoriale de l'Etat Engagements financiers de l'Etat Egalité des territoires et logement

Mercredi 9 novembre	Jeudi 10 novembre	Lundi 14 novembre	Mardi 15 novembre	Mercredi 16 novembre
Travail et Emploi	Défense	Conseil et contrôle de l'Etat	Politique des territoires	Culture
Enseignement scolaire	Aide publique au développement Economie Gestion des finances publiques et des ressources humaines	Direction de l'action du Gouvernement Relations avec les collectivités territoriales	Santé	Médias, livre et industries culturelles Solidarité, insertion et égalité des chances Outre-mer

MISSION AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DE LA FORêt

#PLF2017



**3,1 MD€ DE CRÉDITS
BUDGÉTAIRES**
(2,9 MDS EN 2016)



**0,4 MD€ DE TAXES AFFECTÉES
AUX OPÉRATEURS DU SECTEUR**



EMPLOIS
12 471 DE L'ÉTAT
14 439 DANS LES OPÉRATEURS

PRIORITÉS POUR 2017

**RENFORCEMENT
DES EFFECTIFS**
dédiés à l'enseignement
agricole

**RENFORCEMENT
DES ACTIONS
DE PRÉVENTION**
contre les maladies
animales, zoonoses
et organismes nuisibles
aux végétaux
(+4,8 m€)

**SOUTIEN
À LA FILIÈRE
FORêt-BOIS**

**NORMALISATION
DU CALENDRIER
DE PAIEMENT**
des aides de la Politique
Agricole Commune
pour soutenir l'activité
des agriculteurs

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DEPUIS 2012

**+1 MD€
POUR LE 2nd PILIER
DE LA POLITIQUE AGRICOLE
COMMUNE**

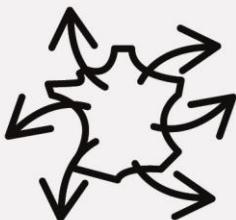
**SOUTIEN FINANCIER
AUX ÉLEVEURS**
par des allègements
d'impôts et de cotisations sociales
et des dispositifs d'interventions
budgétaires

**BAISSE DES COTISATIONS
D'ASSURANCE MALADIE
ET MATERNITÉ DES
EXPLOITANTS AGRICOLES**
(7 points en 2016 notamment)

MISSION ACTION EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

#PLF2017



2,9 MD€ DE CRÉDITS
BUDGÉTAIRES
(2,9 MD€ EN 2016)



EMPLOIS
12 040 DE L'ÉTAT
6 846 DANS LES OPÉRATEURS
8 232 AUTOFINANCIÉS PAR LES RÉSEAUX
CULTUREL ET ÉDUCATIF

PRIORITÉS POUR 2017

RENFORCEMENT DES MOYENS DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME

et de protection des communautés et intérêts français à l'étranger (60 M€ pour la sécurité, +67 emplois)

DÉVELOPPEMENT DE LA DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE

et de tourisme à travers la promotion de la destination France

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DEPUIS 2012

MULTIPLICATION PAR 2,5 DES CRÉDITS

destinés à la sécurisation de nos emprises et à la protection de nos concitoyens à l'étranger

BAISSE DES CRÉDITS DESTINÉS AU PROTOCOLE ET À LA COMMUNICATION

(-7% et -20%) et du budget de l'Assemblée des Français de l'étranger (-24%)

MISSION ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET TERRITORIALE DE L'ÉTAT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

#PLF2017



2,3 MD€ DE CRÉDITS
BUDGÉTAIRES
(2MDS EN 2016)



0,2 MD€ DE TAXES
AFFECTÉES AUX OPÉRATEURS
DU SECTEUR



EMPLOIS
33 714 DE L'ÉTAT
443 DANS LES OPÉRATEURS

PRIORITÉS POUR 2017

LUTTE CONTRE
LE TERRORISME
ET LA RADICALISATION

MODERNISATION
ET SIMPLIFICATION
DES PROCÉDURES
ADMINISTRATIVES
(plan « Préfectures nouvelle
génération »)

FINANCEMENT
DES ÉLECTIONS
présidentielles, législatives,
sénatoriales, et territoriales
(à Saint-Martin, Saint-Barthélemy,
Saint-Pierre-et-Miquelon
et Wallis-et-Futuna)

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DEPUIS 2012

ACCOMPAGNEMENT DE LA
RÉFORME TERRITORIALE
et du renforcement des régions
par une réorganisation des services

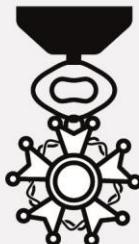
LUTTE CONTRE
LA FRAUDE
DOCUMENTAIRE
(développement de la biométrie
pour le passeport et la carte
d'identité)

RENFORCEMENT DE LA
DÉMATÉRIALISATION
des procédures

MISSION ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION

SECRÉTARIAT D'ÉTAT AUX ANCIENS COMBATTANTS ET À LA MÉMOIRE

#PLF2017



**2,5 MD€ DE CRÉDITS
BUDGÉTAIRES**
(2,6 MDS EN 2016)

**EMPLOIS
24 DE L'ÉTAT**
1 301 DANS LES OPÉRATEURS

PRIORITÉS POUR 2017

**REVALORISATION
DES RETRAITES :**
points d'indice augmenté
de 2 points au 1er janvier 2017
et de 2 points supplémentaires
au 1er septembre 2017

**AUGMENTATION
DE L'ALLOCATION
DE RECONNAISSANCE**
(+100 € par bénéficiaire)
dès le 1er janvier 2017

**AUGMENTATION
DE LA DOTATION
D'ACTION SOCIALE**
de l'Office national des anciens
combattants et victimes de guerre
(+1 M€)

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DEPUIS 2012

**PRÉSÉRATION ET ÉLARGISSEMENT
DES DROITS DES
ANCIENS COMBATTANTS :**
assouplissement des conditions
d'octroi de la carte du combattant,
revalorisations de l'allocation de
reconnaissance, revalorisations des
pensions des conjoints survivants...

**NOUVELLE SÉQUENCE MÉMORIELLE
DE LA COMMÉMORATION
DE LA PREMIÈRE GUERRE
MONDIALE**

MISSION AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

#PLF2017



**2,6 MD€ DE CRÉDITS
BUDGÉTAIRES**
(2,5 MDS EN 2016)



**0,7 MD€ DE TAXES
AFFECTÉES AUX OPÉRATEURS
DU SECTEUR**



**EMPLOIS
1794 DE L'ÉTAT**

PRIORITÉS POUR 2017

**+133 M€ EN FAVEUR
DU DÉVELOPPEMENT
(+4 %)**

**MOBILISATION DES TAXES
AFFECTÉES** (taxe de solidarité
sur les billets d'avion et taxe
sur les transactions financières) :
**738 M€ AU BÉNÉFICE
DU CLIMAT ET DE LA SANTÉ**

**MONTÉE EN PUISSANCE
DE L'ACTIVITÉ DE
L'AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT**

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DEPUIS 2012

**ENGAGEMENT
DE DOUBLER EN 5 ANS
L'AIDE AUX ONG**
en passe d'être atteint
(+8 M€ par an et +1 M€ pour le
Fonds d'urgence humanitaire)

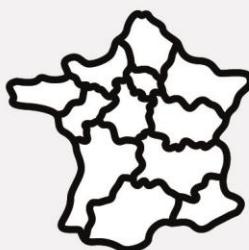
**EFFORTS BUDGÉTAIRES PRÉSERVÉS
EN FAVEUR DE LA SANTÉ :**
**LA FRANCE EST 2^e
CONTRIBUTEUR MONDIAL**
pour le fonds mondial de lutte
contre le sida (360 M€ par an)
et le 1^{er} pour UnitAid

**LUTTE CONTRE
LE RÉCHAUFFEMENT
CLIMATIQUE** (+2 Md€ d'activité
d'ici 2020 pour l'AFD, engagement
de la France à hauteur de +1 Md\$
au sein du Fonds vert pour le
climat)

MISSION CONCOURS FINANCIERS DE L'ÉTAT AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE LA RURALITÉ
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

#PLF2017



47,3 Md€
(50,1 Mds en 2016) dont



**44,2 Md€ DE PRÉLÈVEMENTS
SUR RECETTES AU PROFIT
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**



**3,1 Md€
DE CRÉDITS BUDGÉTAIRES**

PRIORITÉS POUR 2017

**LIMITATION
DE LA CONTRIBUTION
DU BLOC COMMUNAL**
au redressement des finances
publiques (réduite de moitié)

**FONDS DE SOUTIEN
À L'INVESTISSEMENT
DU BLOC COMMUNAL**
reconduit et porté à 1,2 Md€

**HAUSSE DES DOTATIONS
DE PÉRÉQUATION
VERTICALE**
et réforme de la dotation
de solidarité urbaine, pour
recentrer le nombre de communes
défavorisées bénéficiaires

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DEPUIS 2012

**PARTICIPE À L'EFFORT
DE RÉDUCTION
DES DÉFICITS**

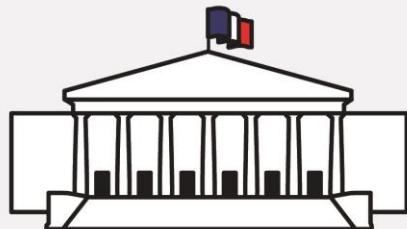
**SOUTIEN
À L'INVESTISSEMENT :**
2,2 Md€ de crédits en 2016
et 2017 pour financer les grandes
priorités de l'investissement local

**HAUSSE DU TAUX
ET ÉLARGISSEMENT
DES DÉPENSES ÉLIGIBLES**
du fonds de compensation pour
la TVA en 2014 et en 2015

MISSION CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ÉTAT

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

#PLF2017



0,5 MD€ DE CRÉDITS
BUDGÉTAIRES

EMPLOIS
5 892 DE L'ÉTAT

PRIORITÉS POUR 2017

**SIMPLIFICATION
DE LA JUSTICE
ADMINISTRATIVE :**
généralisation de la
dématerielisation et réduction
des délais de jugement
(création de 60 postes)

**ACHÈVEMENT
DE LA RÉFORME
DE L'ORGANISATION
TERRITORIALE
DE LA COUR DE COMPTES,**
avec la réduction de 15 à 13
du nombre de sièges des chambres
régionales et territoriales,
en cohérence avec la carte des
nouvelles régions administratives en
vigueur depuis le 1^{er} janvier 2016.

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DEPUIS 2012

**CRÉATION DE
139 EMPLOIS,**
dans un contexte de hausse
du contentieux (6% par an)

**CRÉATION EN 2012
D'UN HAUT CONSEIL
DES FINANCES PUBLIQUES**
afin d'apprécier en toute
indépendance la sincérité
des prévisions macroéconomiques
du Gouvernement

**RÉFORME DU RÉGIME DE RETRAITE,
DU RÉGIME COMPTABLE
ET FINANCIER, ET DU RÈGLEMENT
INTÉRIEUR DU CONSEIL
ÉCONOMIQUE SOCIAL
ET ENVIRONNEMENTAL**

MISSION CULTURE

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

#PLF2017



**2,7 MD€ DE CRÉDITS
BUDGÉTAIRES**
(2,5 MDS EN 2016)



**0,04 MD€ DE TAXES
AFFECTÉES AUX OPÉRATEURS
DU SECTEUR**



EMPLOIS
11 189 DE L'ÉTAT
14 470 DANS LES OPÉRATEURS

PRIORITÉS POUR 2017

**LA MISSION CULTURE
BÉNÉFIE
D'UNE AUGMENTATION
DE 162 M€ (+6 %)**
par rapport au budget 2016

**CRÉATION
DU FONDS NATIONAL
POUR L'EMPLOI PÉRENNE**
dans le spectacle et renforcement
des moyens pour l'éducation
artistique (551 M€)

**MISE À NIVEAU
DES DISPOSITIFS
DE SÉCURITÉ**
des équipements et évènements
culturels dans le contexte
sécuritaire (8,80 M€)

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DEPUIS 2012

**LES CRÉDITS DE LA MISSION
CULTURE ONT CONNU
ENTRE 2012 ET 2017
UNE AUGMENTATION
DE 47 M€, SOIT +2 %**

**LES CRÉDITS EN FAVEUR
DE L'ÉDUCATION
ARTISTIQUE ET CULTURELLE
EN AUGMENTATION DE
PRÈS DE 145 M€ (+36 %)**

**SOUTIEN
AU SPECTACLE VIVANT**
(+5 % de budget*)

* hors crédits liés au chantier de la Philharmonie
qui s'est achevé en 2015

MISSION DÉFENSE

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

#PLF2017



**32,7 MD€ DONT 32,4 MD€
DE CRÉDITS BUDGÉTAIRES**
[31,8 MDS EN 2016]

EMPLOIS
273 294 DE L'ÉTAT
6 600 DANS LES OPÉRATEURS

PRIORITÉS POUR 2017

**ARRÊT DES
DIMINUTIONS D'EFFECTIFS**
jusqu'en 2019, soit un allégement
de 10 000 postes entre 2017
et 2019 par rapport à la trajectoire
de la loi de programmation
actualisée

**PLAN D'AMÉLIORATION
DE LA CONDITION
DU PERSONNEL
MILITAIRE**

**RÉGÉNÉRATION
DES MATÉRIELS**
soumis à de fortes pressions
en opérations extérieures

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DEPUIS 2012

**ACTUALISATION DE LA
PROGRAMMATION
MILITAIRE**
par la loi du 28 juillet 2015:
allégement de 18 750 postes,
la déflation programmée
des effectifs entre 2015 et 2019,
déploiement sur le territoire
national de 7 000 hommes dans
le cadre du contrat « protection »

+ 3,8 MD€
pour la trajectoire des ressources
programmée sur la période
2016-2019

MISSION DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

#PLF2017



1,4 MD€ DE CRÉDITS
BUDGÉTAIRES
(1,3 MD€ EN 2016)

EMPLOIS
5 385 DE L'ÉTAT
611 DANS LES OPÉRATEURS

PRIORITÉS POUR 2017

SÉCURISATION ET DÉFENSE
DES SYSTÈMES
D'INFORMATION
(50 créations d'emploi à l'ANSSI*)

LUTTE
CONTRE LE TERRORISME
(35 créations d'emplois au GIC**)

NOUVELLES MISSIONS
ET HAUSSE DE L'ACTIVITÉ
DES AUTORITÉS
ADMINISTRATIVES
INDÉPENDANTES

du programme « Protection
des droits et libertés »
(création de 21 emplois)

* Agence nationale de la sécurité des systèmes
d'information

** Groupement interministériel de contrôle

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DEPUIS 2012

PRIORITÉ DONNÉE
AUX SYSTÈMES
D'INFORMATION :
coordination et mutualisation
des systèmes et réseaux
d'information des administrations
(`réseau informatique de l'État`)

RENFORCEMENT DES
MOYENS DU GROUPEMENT
INTERMINISTÉRIEL
de contrôle et de la Commission
nationale de contrôle des
techniques de renseignement

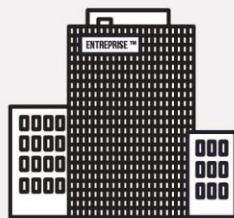
CRÉATION DE LA HATVP
afin d'assurer l'exemplarité
des dirigeants politiques

ACCOMPAGNEMENT
DE LA RÉFORME TERRITORIALE :
les effectifs du programme
« Moyens mutualisés des
administrations déconcentrées »
sont passés de 837 à 1 979 postes

MISSION ÉCONOMIE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

#PLF2017



**1,6 MD€ DE CRÉDITS
BUDGÉTAIRES**
(1,6 EN 2016)



**1,6 MD€ DE TAXES
AFFECTÉES AUX OPÉRATEURS
DU SECTEUR**



EMPLOIS
12 162 DE L'ÉTAT
2 612 DANS LES OPÉRATEURS

PRIORITÉS POUR 2017

MISE EN PLACE
D'UN ENVIRONNEMENT
PROPICE À UNE CROISSANCE
DURABLE ET ÉQUILIBRÉE
DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

SOUTIEN À L'EMPLOI,
RESTAURATION
DE LA COMPÉTITIVITÉ
DES ENTREPRISES,
développement des exportations
et de l'attractivité de notre territoire

PROTECTION
DES CONSOMMATEURS

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DEPUIS 2012

RATIONALISATION
ET SIMPLIFICATION
DU FINANCEMENT
DES DISPOSITIFS
visant à soutenir les PME et ETI à
travers des re-budgétisations et
regroupements de crédits (création
de Business France)

RATIONALISATIONS
ET RÉORGANISATIONS
DE LA BANQUE DE FRANCE
ET DES INSTITUTS
D'ÉMISSION D'OUTRE-MER
(-72 M€ de coût des prestations
réalisées pour l'État)

FORTE RÉDUCTION
DES PLAFONDS
ET DES TAXES PRÉLEVÉES
sur les entreprises par les réseaux
des chambres consulaires,
chambres de commerce et
d'industrie et chambres des métiers
et de l'artisanat

MISSION ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET MOBILITÉ DURABLES

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ÉNERGIE ET DE LA MER

#PLF2017



9,0 MD€ DE CRÉDITS BUDGÉTAIRES
(8,9 EN 2016)

5,0 MD€ DE TAXES AFFECTÉES
AUX OPÉRATEURS DU SECTEUR

0,3 MD€ DE PRÉLÈVEMENTS
SUR FONDS DE ROULEMENT

EMPLOIS
29 825 DE L'ÉTAT
20 237 DANS LES OPÉRATEURS

PRIORITÉS POUR 2017

**PARTICIPATION
À LA MISE EN ŒUVRE
DES OBJECTIFS**
poursuivis par la loi relative
à la transition énergétique pour
la croissance verte, et la loi
pour la reconquête de la
biodiversité

**PRÉVENTION
DES RISQUES NATURELS**
et préservation des moyens
financiers dans le domaine
de la sécurité nucléaire

**STABILISATION
DES CRÉDITS
D'ENTRETIEN ROUTIER**

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DEPUIS 2012

**PÉRENNAISATION
DES ENGAGEMENTS
DE L'ADEME,**
du crédit d'impôt transition
énergétique et soutien
à la production d'énergie
renouvelable

**PÉRENNAISATION
DE L'AFFECTATION
D'UNE PART DE LA TICPE**
(taxe intérieure de consommation
sur les produits énergétiques)
à l'Agence de financement
des infrastructures de transport
de France (AFITF)

**PROCESSUS DE
REGROUPEMENT
IMMOBILIER**
des services d'administration
centrale (site de la Défense)

MISSION ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORêt



50,1 MD€ DE CRÉDITS
BUDGÉTAIRES
(48 MDS EN 2016)

EMPLOIS
1 022 853 DE L'ÉTAT
3 400 DANS LES OPÉRATEURS

PRIORITÉS POUR 2017

11 802 CRÉATIONS
DE POSTES POUR RENFORCER
LES MOYENS D'ENSEIGNEMENT
DANS LES ACADEMIES

PLAN JEUNESSE :
REVALORISATION DE 10 %
DES BOURSES de lycée,
prime pour les jeunes décrocheurs
d'origine modeste de 16 à 18 ans
qui reprennent leurs études,
aide à la recherche du 1^{er} emploi

RÉDUCTION DES ÉCARTS
DE RÉMUNÉRATION entre
enseignants du 1^{er} et du 2nd
degré (indemnité de suivi et
d'accompagnement
des élèves portée à 1 200 €)

PÉRENNAISON
DES CONTRATS AIDÉS
assurant aujourd'hui des missions
d'accompagnement des élèves
handicapés

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DEPUIS 2012

55 000 POSTES CRÉÉS
AU PROFIT DE L'ENSEIGNEMENT
SCOLAIRE

LES ÉCARTS DE RÉMUNÉRATION
ENTRE LES ENSEIGNANTS
du 1^{er} et du 2nd degré ont été
réduits grâce à la création
de l'indemnité de suivi et
d'accompagnement des élèves
pour les enseignants du 1^{er} degré

RÉFORMES
PÉDAGOGIQUES MAJEURES
dont, notamment, la réforme
des rythmes scolaires
et la réforme du collège

MISSION ÉGALITÉ DES TERRITOIRES ET LOGEMENT

MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE L'HABITAT DURABLE

#PLF2017



**18,1 MD€ DE CRÉDITS
BUDGÉTAIRES** (18 MDS EN 2016)

**0,7 MD€ DE TAXES AFFECTÉES
AUX OPÉRATEURS DU SECTEUR**

**EMPLOIS
12 306 DE L'ÉTAT
291 DANS LES OPÉRATEURS**

**0,1 MD€ DE PRÉLÈVEMENTS
SUR FONDS DE ROULEMENT**

PRIORITÉS POUR 2017

**SOUTIEN AU NOUVEAU
FONDS NATIONAL
DES AIDES À LA PIERRE**
(FNAP), créé en 2016 pour assurer
un financement pérenne et visible
du logement social (200 M€)

**PROLONGATION
DU DISPOSITIF « PINEL »**
pour soutenir la construction

**FINANCEMENT
DE 5 000 PLACES**
en centres d'accueil
et d'orientation (CAO)

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DEPUIS 2012

**DISPOSITIF D'AIDE AUX
« MAIRES BÂTISSEURS »**
pour accompagner les communes
dans leur effort de construction
de logements en zone tendue

**PLAN DE RÉNOVATION
ÉNERGÉTIQUE DE
L'HABITAT (PREH)**
visant à rénover
500 000 logements par an

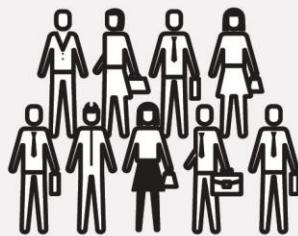
**ÉLARGISSEMENT
DES CONDITIONS
FINANCIÈRES**
du prêt à taux zéro

**PLAN TRIENNAL
DE RÉSORPTION
DU NOMBRE DE NUITÉES
HÔTELIÈRES**
(13 000 solutions alternatives
en logement accompagné créées)

MISSION GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

#PLF2017



8,2 MD€ DE CRÉDITS
BUDGÉTAIRES

EMPLOIS
128 023 DE L'ÉTAT
1 347 DANS LES OPÉRATEURS

PRIORITÉS POUR 2017

PRÉPARATION DU
PRÉLÈVEMENT
À LA SOURCE
de l'impôt sur le revenu

DÉMATÉRIALISATION
DES FACTURES
adressées aux collectivités
publiques

TRANSFORMATION
DE PLUSIEURS DIRECTIONS :
nouvelle direction de l'immobilier
de l'État, direction des achats
de l'État...

LUTTE CONTRE
LA FRAUDE FISCALE
ET LES CRIMINALITÉS
ORGANISÉES

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DEPUIS 2012

PROJETS
INTERMINISTÉRIELS
STRUCTURANTS :
dématérialisation des factures,
développement d'un système
d'information de gestion
des ressources humaines,
professionnalisation de la fonction
financière de l'État...

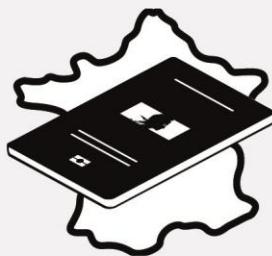
DÉMARCHE
DE MODERNISATION
visant à faire entrer les
administrations dans l'ère
numérique, dans le souci constant
de fournir un service de qualité
aux usagers et aux citoyens,
tout en préservant la qualité
de vie au travail des agents

CONTRIBUTION
À L'ACCOMPLISSEMENT
DES OBJECTIFS
BUDGÉTAIRES
du Gouvernement (-1 Md
de crédits ces 4 dernières années,
-10 000 postes)

MISSION IMMIGRATION, ASILE ET INTÉGRATION

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

#PLF2017



1,1 MD€ DE CRÉDITS
BUDGÉTAIRES (0,9 EN 2016)

EMPLOIS
1 794 DANS LES OPÉRATEURS

PRIORITÉS POUR 2017

ENGAGEMENT
À ACCUEILLIR D'ICI 2017
**30 000 DEMANDEURS
D'ASILE**
ou réfugiés issus des zones de conflit

HAUSSE DE LA SUBVENTION
VERSÉE À L'OFPRA
et de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)

MAJORIZATION
**DES CRÉDITS
D'ALLOCATION**
à destination des demandeurs d'asile (ADA)

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DEPUIS 2012

**RÉFORME DE L'ASILE :
OBJECTIF DE DÉLAI
MOYEN**
d'examen des demandes d'asile (9 mois), mise en place de guichets uniques (préfecture/OFII), création d'une nouvelle allocation familialisée (ADA)

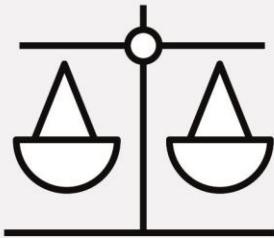
**RÉFORME DU DROIT
DES ÉTRANGERS EN FRANCE :
NOUVEAU PARCOURS
D'INTÉGRATION**
qui s'appuie sur un contrat d'accueil et d'insertion

**REDIMENSIONNEMENT
DE LA POLITIQUE
DE LUTTE CONTRE
L'IMMIGRATION
IRRÉGULIÈRE**

MISSION JUSTICE

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

#PLF2017



6,9 MDS DE CRÉDITS BUDGÉTAIRES
(6,6 MDS EN 2016)

**6,30 M€ DE TAXES AFFECTÉES
AUX OPÉRATEURS DU SECTEUR**

EMPLOIS
83 226 DE L'ÉTAT
565 DANS LES OPÉRATEURS

PRIORITÉS POUR 2017

+ 4,5 % DE BUDGET,
MARQUANT LA PRIORITÉ ACCORDÉE
PAR LE GOUVERNEMENT
À LA SÉCURITÉ ET À LA JUSTICE

**PROGRAMME IMMOBILIER
DE RÉDUCTION DE LA
SURPOPULATION DANS
LES MAISONS D'ARRÊT**
(4 300 places), et construction de
quartiers de préparation à la sortie
(2 500 places).

**+10 % DE MOYENS ALLOUÉS
À L'AIDE AUX VICTIMES**
**RÉFORME DE L'AIDE
JURIDICTIONNELLE**
**PROJET DE LOI
SUR LA JUSTICE
DU XXI^E SIÈCLE**

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DEPUIS 2012

**HAUSSE DE CRÉDITS
DE PRÈS D'1 MILLIARD
D'EUROS**

**CRÉATION DE PLUS
DE 7 100 EMPLOIS,**
dont plus de 3 600 au titre
de la lutte contre le terrorisme
et la radicalisation

4 000 OUVERTURES DE PLACES
en établissements pénitentiaires

**RENFORCEMENT
DE L'ACCÈS À LA JUSTICE**
(suppression de la contribution
pour l'aide juridique en 2014,
relèvement du plafond de revenu
conditionnant l'éligibilité à l'aide
juridictionnelle)

**TRIPLEMENT DES CRÉDITS
DÉDIÉS À L'AIDE AUX VICTIMES**
**REGROUPEMENT
DES SERVICES CENTRAUX**
du ministère sur un site unique

MISSION RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ÉNERGIE ET DE LA MER

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORêt

#PLF2017



**26,7 MD€ DE CRÉDITS
BUDGÉTAIRES**
(25,9 MDS EN 2016)

**0,06 MD€ DE TAXES AFFECTÉES
AUX OPÉRATEURS DU SECTEUR**

EMPLOIS
11 934 DE L'ÉTAT
259 352 DANS LES OPÉRATEURS

PRIORITÉS POUR 2017

**+1 000 EMPLOIS
DANS L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR**

**AUGMENTATION
DES MOYENS
DES ÉTABLISSEMENTS
D'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR**
(+330 M€ dont 100 M€ au titre
de la démographie étudiante)

+235 M€
POUR AMÉLIORER LES CONDITIONS
DE VIE DES ÉTUDIANTS
**RENFORCEMENT DES CAPACITÉS
DE FINANCEMENT**
de la recherche sur projet
via l'Agence nationale
de la recherche (ANR)

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DEPUIS 2012

+5 000 EMPLOIS
INVESTISSEMENTS SUBSTANTIELS
DANS L'IMMOBILIER
UNIVERSITAIRE :
le plan Campus et le projet
Paris-Saclay sont désormais
pleinement engagés

**SOUTIEN
AUX OPÉRATEURS
DE RECHERCHE :**
maintien de l'emploi scientifique
pour garantir des débouchés
aux jeunes docteurs

**AMÉLIORATION
DES CONDITIONS
DE VIE DES ÉTUDIANTS :**
+10 % de boursiers
supplémentaires sur critères
sociaux, livraison de près de
26 840 nouvelles places de
logement étudiant depuis 2013

MISSION MÉDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

#PLF2017



0,6 MD€ DE CRÉDITS
BUDGÉTAIRES
(=0,6 MD€ EN 2016)



35 M€ DE TAXES AFFECTÉES
AUX OPÉRATEURS DU SECTEUR



EMPLOIS
3 033 DANS LES OPÉRATEURS

PRIORITÉS POUR 2017

45 % DES CRÉDITS DÉDIÉS À LA PRESSE

SOUTIEN AU PLURALISME DES RADIOS ASSOCIATIVES

locales et des médias de proximité
(+1,70 M€)

ENRICHISSEMENT DE LA BNF ET DE LA BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE D'INFORMATION,

encouragement à la diversité et
au renouvellement de la création
en matière de livre et d'industries
culturelles (277 M€)

SOUTIEN AU CINÉMA, notamment à la distribution et l'exportation des œuvres françaises (707 M€)

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DEPUIS 2012

RÉFORME DU SECTEUR DE LA PRESSE :

extension de la TVA à taux réduit
à la presse numérique,
création du Fonds stratégique
pour le développement
de la presse et du Fonds
de soutien à l'émergence
et à l'innovation dans la presse,
réforme de la distribution

POLITIQUE DU LIVRE ET DE LA LECTURE :

modernisation des bibliothèques
nationales, lancement d'opérations
de sensibilisation à la lecture,
politique volontariste de soutien
aux librairies indépendantes

ADAPTATION AU CONTEXTE NUMÉRIQUE DANS LE SECTEUR DE LA MUSIQUE :

loi « Liberté de création,
architecture et patrimoine » pour
plus de transparence entre les
parties prenantes et assurer une
rémunération plus juste des artistes

MISSION OUTRE-MER

MINISTÈRE DES OUTRE-MER

#PLF2017



2,032 MD€ DE CRÉDITS

BUDGÉTAIRES

(2,016 MD€ EN 2016)



EMPLOIS

5 505 DE L'ÉTAT

127 DANS LES OPÉRATEURS

PRIORITÉS POUR 2017

1,04 MD€

POUR L'EMPLOI

et la compétitivité des entreprises ultramarines

151 MD€ CONSACRÉS

AU SERVICE MILITAIRE

ADAPTÉ (SMA),

avec la formation prévue de 6 000 jeunes volontaires

233 MD€ POUR FAVORISER

L'ACCÈS AU LOGEMENT

EN OUTRE-MER,

notamment dans les territoires à forte démographie.

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DEPUIS 2012

BUDGET MAINTENU
CHAQUE ANNÉE
À PLUS DE 2 MD€

FORTE PROGRESSION
DES EFFECTIFS
ET DU TAUX D'INSERTION
DU SMA

(6 000 volontaires formés en 2017 contre 3 746 en 2012)

PLAN LOGEMENT OUTRE-MER

2015-2020 :

engagement à produire ou à réhabiliter 10 000 logements sociaux par an

MISSION POLITIQUE DES TERRITOIRES

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

MINISTÈRE DE LA VILLE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

#PLF2017

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE LA RURALITÉ ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES



0,7 MD€ DE CRÉDITS
BUDGÉTAIRES
(0,7 MDS€ EN 2016)

EMPLOIS
599 DE L'ÉTAT
96 DANS LES OPÉRATEURS

PRIORITÉS POUR 2017

CONTRATS DE VILLE
**CIBLANT LA NOUVELLE
GÉOGRAPHIE**
prioritaire de la politique de la ville, contrats de plan État-région (CPER) au service de l'investissement dans les territoires ou des nouveaux contrats de ruralité

MISE EN ŒUVRE DES
**4 PLANS
GOVERNEMENTAUX**
interministériels territorialisés

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DEPUIS 2012

MAINTIEN d'un niveau suffisant de dépenses d'intervention en faveur des territoires

MUTUALISATION DES DÉPENSES de fonctionnement via la création du commissariat général à l'égalité des territoires en 2014, et la rebudgétisation de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances

**FINANCEMENT
DE LA RÉNOVATION
URBAINE**
au service de la mixité sociale et du développement durable dans les quartiers prioritaires

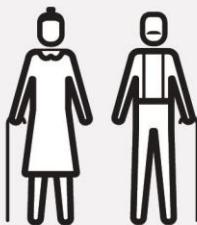
**PRÈS DE 12 MD€ FIN 2015
DÉPENSÉS EN CUMULÉ**
par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)

**NOUVEAU PROGRAMME
DE RENOUVELLEMENT
URBAIN**,
financé à hauteur de 5 Md€ par l'ANRU

MISSION RÉGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ÉNERGIE ET DE LA MER

#PLF2017



6,3 MD€ DE CRÉDITS BUDGÉTAIRES
(6,3 MDS EN 2016)

EMPLOIS
337 DANS LES OPÉRATEURS

PRIORITÉS POUR 2017

ACCOMPAGNEMENT
DE LA DÉCROISSANCE
DES RÉGIMES FERMÉS
n'acceptant plus de nouveaux cotisants (ex: mines, SEITA)

POURSUITE
DE L'ÉVOLUTION
DES RÉGIMES OUVERTS
en garantissant l'avenir
et la justice du système de retraites

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DEPUIS 2012

CONVERGENCE PROGRESSIVE
DES RÉGIMES DE
RETRAITE SPÉCIAUX
AVEC LES RÉGIMES
DE DROIT COMMUN :
relèvement de la durée d'assurance
des régimes de retraite
spéciaux requise pour le taux
plein, décalage de la date de
révalorisation des pensions hors
invalidité d'avril à octobre,
hausse des taux de cotisation

MENSUALISATION
DU VERSEMENT
DES PENSIONS
DES AGENTS DE LA SNCF
depuis le 1^{er} janvier 2016
(15 M€ d'économies de trésorerie
par an)

MISSION SANTÉ

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTÉ

#PLF2017



**1,25 MD€ DE CRÉDITS
BUDGÉTAIRES**



**5 M€ DE TAXES AFFECTÉES
AUX OPÉRATEURS DU SECTEUR**



**EMPLOIS
2 253 DANS LES OPÉRATEURS**

PRIORITÉS POUR 2017

**+76 M€ DE CRÉDITS
POUR L'AIDE MÉDICALE
D'ÉTAT (AME),**

qui permet la prise en charge médicale des personnes en situation irrégulière résidant en France depuis plus de 3 mois et dont les ressources sont faibles

**30,50 M€
POUR L'AGENCE
DE SANTÉ
DE WALLIS-ET-FUTUNA**

**STABILISATION
DES CRÉDITS
ACCORDÉS À LA
PRÉVENTION SANITAIRE**

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DEPUIS 2012

**MISE EN ŒUVRE DÈS 2014
DE LA STRATÉGIE
NATIONALE DE SANTÉ**

pour faire face aux défis sanitaires du XXI^e siècle : développement de la prévention, révolution du premier recours, démocratie sanitaire...

**ADOPTION DE LA LOI DE
MODERNISATION
DE NOTRE SYSTÈME
DE SANTÉ**

**FINANCEMENT INTÉGRAL
PAR L'ASSURANCE
MALADIE DE LA HAS**
(Haute autorité de santé), pour renforcer son indépendance dans l'exercice de ses missions

**ACCÈS POUR TOUS
À LA SANTÉ,**
y compris des personnes en situation irrégulière grâce à l'AME : réforme du panier de soins et de sa tarification

MISSION SÉCURITÉS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

#PLF2017



**13,0 MD€ DE CRÉDITS
BUDGÉTAIRES (12,5 MD€ EN 2016)**

**EMPLOIS
251 721 DE L'ÉTAT
267 DANS LES OPÉRATEURS**

PRIORITÉS POUR 2017

**2 306 EMPLOIS CRÉÉS
DONT 2 031 AU SEIN DE
LA POLICE NATIONALE,**

255 dans la gendarmerie nationale pour prendre en compte les et 20 dans la sécurité civile spécificités des métiers des forces de sécurité (≈160 M€)

**PLAN DE
REVALORISATION
CATÉGORIEL**

**AMÉLIORATION
DE L'ÉQUIPEMENT DES
FORCES DE LA POLICE
ET DE LA GENDARMERIE
NATIONALES**

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DEPUIS 2012

**MISE EN ŒUVRE
DU PLAN DE LUTTE
ANTITERRORISME (2015)
puis pacte de sécurité (2016)**

**8 796 EMPLOIS
CRÉÉS DEPUIS 2013**
dont 6 802 au titre de la lutte contre le terrorisme et l'immigration clandestine

+600 M€ DE CRÉDITS
de fonctionnement et d'investissement pour ces plans de lutte antiterrorisme

MISSION SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTÉ
MINISTÈRE DE LA FAMILLE, DE L'ENFANCE ET DES DROITS DES FEMMES

#PLF2017



17,7 MD€ DE CRÉDITS
BUDGÉTAIRES (16,9 MD€ EN 2016)

EMPLOIS
10 225 DE L'ÉTAT
8 627 DANS LES OPÉRATEURS

PRIORITÉS POUR 2017

LES CRÉDITS ALLOUÉS
À LA PRIME D'ACTIVITÉ,
issue de la fusion
au 1^{er} janvier 2016 du volet
activité du revenu de solidarité
active et de la prime pour l'emploi
**AUGMENTENT DE PRÈS
DE 350 M€ PAR RAPPORT
À LA LFI 2016**

+8 % DE CRÉDITS
POUR ACCENTUER
LES EFFORTS
en faveur de l'égalité femmes/
hommes et la lutte contre
les violences faites aux femmes

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DEPUIS 2012

**PLAN PLURIANNUEL DE LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ ET POUR L'INCLUSION SOCIALE :**
REVALORISATION DU RSA DE 10 %, RÉVISION SUBSTANTIELLE
DU COMPLÉMENT FAMILIAL ET DE L'ALLOCATION DE SOUTIEN FAMILIAL,
CRÉATION DE LA PRIME D'ACTIVITÉ

MISSION SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

MINISTÈRE DE LA VILLE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

#PLF2017



0,7 M€ DE CRÉDITS BUDGÉTAIRES
(0,7 Mds€ en 2016)

0,3 M€ DE TAXES AFFECTÉES
AUX OPÉRATEURS DU SECTEUR

EMPLOIS
581 DANS LES OPÉRATEURS

PRIORITÉS POUR 2017

477 M€
POUR LA JEUNESSE
ET LA VIE ASSOCIATIVE
et 261 M€ pour le sport

390 M€ POUR FINANCER
LE SERVICE CIVIQUE (+30%)

LUTTE
CONTRE LES INÉGALITÉS
d'accès à la pratique sportive :
plan spécifique de rattrapage
des équipements sportifs pour
l'Outre-mer (10 M€)

SOUTIEN
À LA CANDIDATURE
DE LA VILLE DE PARIS
aux jeux olympiques et
paralympiques de 2024 (10 M€)

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DEPUIS 2012

PLAN DE REDRESSEMENT
DU CNDS, principal opérateur
du sport, pour se recentrer
sur ses missions de soutien
au sport pour tous et viser un retour
duriable à l'équilibre budgétaire

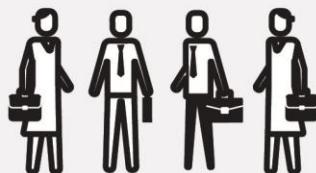
NETTE ACCÉLÉRATION
DU SERVICE CIVIQUE
DEPUIS 2012 :
plus de 52 000 jeunes
comptabilisés fin 2015.
Les moyens de l'Agence du service
civique ont quasiment été multipliés
par 4 en cinq ans et ses effectifs
ont triplé

50 EMPLOIS
SUPPLÉMENTAIRES
DÉDIÉS AU SERVICE CIVIQUE
dans les services déconcentrés
du ministère chargé des politiques
de la jeunesse prévus en PLF 2017

MISSION TRAVAIL ET EMPLOI

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DU DIALOGUE SOCIAL

#PLF2017



**15,3 MD€ DE CRÉDITS
BUDGÉTAIRES** (13,5 MD€ EN 2016)

EMPLOIS
9 523 DE L'ÉTAT
48 161 DANS LES OPÉRATEURS

PRIORITÉS POUR 2017

SOUTIEN DIRECT À L'EMPLOI :
Contrats uniques d'insertion et des emplois d'avenir (2,4 Md€), aides à l'embauche pour les PME (1,9 Md€), développement de l'apprentissage

EXONÉRATIONS DE COTISATIONS SOCIALES
principalement sur les services à la personne (2 Md€), les contrats d'apprentissage (1,3 Md€) et l'insertion par l'activité économique (0,2 Md€)

FINANCEMENT DE L'ENTRÉE DE 150 000 NOUVEAUX JEUNES EN GARANTIE JEUNES (0,7 MD€)

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DEPUIS 2012

RÉFORME DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (2014) : création du compte personnel de formation (CPF), clarification du financement de l'apprentissage, transfert aux régions de l'ensemble des compétences et des leviers financiers pour mener la politique de formation professionnelle

RÉFORME DU FINANCEMENT DE L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (2015) :
harmonisation de l'architecture des aides financières pour valoriser l'effort d'insertion en faveur des personnes les plus éloignées de l'emploi, mise en place d'une aide au poste d'insertion

CRÉATION DES EMPLOIS D'AVENIR
pour plus de 300 000 jeunes (1^{re} expérience professionnelle alliée à un engagement de formation et un accompagnement renforcé).

CONTACTS PRESSE

Cabinet de Michel Sapin
Tél. : 01 53 18 41 13
sec.mef-presse@cabinets.finances.gouv.fr

Cabinet de Christian Eckert
Tél. : 01 53 18 45 04
sec.sebud-presse@cabinets.finances.gouv.fr

economie.gouv.fr